



Conseil de sécurité

Distr. générale
13 juin 2023
Français
Original : anglais

Rapport de la mission du Conseil de sécurité en République démocratique du Congo (9-12 mars 2023)

I. Introduction

1. Dans une lettre datée du 30 janvier 2023, le Président du Conseil de sécurité a informé le Gouvernement de la République démocratique du Congo que le Conseil avait décidé d'envoyer une mission dans le pays du 9 au 12 mars 2023. Le mandat de la mission figure à l'annexe du document [S/2023/186](#). La mission a été menée conjointement par les représentants de la France et du Gabon. La délégation de la mission était composée des représentantes et représentants ci-après :

Albanie	Ferit Hoxha (Représentant permanent)
Brésil	Cícero Tobias de Oliveira Freitas (Conseiller)
Chine	Sun Zhiqiang (Représentant permanent adjoint par intérim)
Émirats arabes unis	Mohamed Issa Abushahab (Représentant permanent adjoint)
Équateur	Hernán Pérez Loose (Représentant permanent)
États-Unis d'Amérique	Robert Anthony Wood (Représentant suppléant aux affaires politiques spéciales)
Fédération de Russie	Anna M. Evstigneeva (Représentante permanente adjointe)
France	Nicolas de Rivière (Représentant permanent)
Gabon	Michel Xavier Biang (Représentant permanent)
Ghana	Nana Akua Barnor (Première Secrétaire)
Japon	Ishikane Kimihiro (Représentant permanent)
Malte	Vanessa Frazier (Représentante permanente)
Mozambique	Pedro Comissário Afonso (Représentant permanent)
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Fergus John Eckersley (Coordonnateur politique)



Suisse

Pascale Christine Baeriswyl (Représentante
permanente)

II. Visite en République démocratique du Congo

A. Rencontres à Kinshasa

Informations communiquées par les hauts responsables de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo et l'équipe de pays des Nations Unies

2. Les membres de la mission du Conseil de sécurité ont rencontré les hauts responsables de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), l'équipe de pays des Nations Unies et l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs. Les échanges étaient axés sur l'exécution du mandat de la MONUSCO, le processus électoral, les processus régionaux en cours et l'avenir des Nations Unies dans le pays.

3. Lors de ces échanges, les représentants des Nations Unies ont donné des informations sur la détérioration de la situation de sécurité dans les provinces de l'est du pays, marquée par l'expansion constante du Mouvement du 23 mars (M23). Les autorités et le peuple congolais ont dit s'attendre à ce que la communauté internationale condamne le Rwanda et le soumette à des sanctions. Les représentants des Nations Unies ont souligné qu'il fallait trouver une solution politique à la crise et apporter un soutien concerté aux processus de Nairobi et de Luanda, des initiatives régionales complémentaires. Dans ce contexte, les membres de la mission du Conseil de sécurité ont déclaré que la solution à la crise devrait être politique et que l'action actuellement menée en vue d'appliquer les décisions prises dans le cadre des processus de Nairobi et de Luanda devrait être davantage soutenue. Les représentants des Nations Unies ont plaidé en faveur du financement du plan de réponse humanitaire compte tenu de la détérioration de la situation humanitaire dans le pays. En ce qui concerne le processus électoral, ils ont parlé des tensions persistantes au sujet de l'inscription sur les listes électorales et des risques qui pourraient être associés à un processus électoral qui ne se déroulerait pas dans les délais prévus par la Constitution.

4. Les membres de la mission du Conseil de sécurité ont constaté que la MONUSCO opérait dans un environnement très hostile, ce qui freinait l'exécution du mandat de la Mission et des activités des intervenants humanitaires. Les représentants de la MONUSCO ont souligné qu'il fallait que soit appliquée la décision des autorités congolaises de ne pas intégrer les membres des groupes armés dans les Forces armées de la République démocratique du Congo. Les représentants des Nations Unies ont expliqué que la MONUSCO avait commencé à apporter un soutien logistique à la Commission électorale nationale indépendante, celle-ci en ayant officiellement fait la demande, en acheminant 130 tonnes de matériel électoral, et continuait de travailler en collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies afin de faciliter les efforts de consolidation du système judiciaire et de la justice transitionnelle et ceux visant à prévenir l'enrôlement d'enfants.

5. Les représentants des Nations Unies ont également indiqué que la coordination et la communication entre la MONUSCO, les forces armées congolaises, la force régionale de la Communauté d'Afrique de l'Est et les forces bilatérales s'inscrivaient dans le cadre des efforts entrepris aux fins de la déconfliction des opérations et en vue de protéger efficacement les civils. Des demandes spécifiques ont été formulées afin que les États Membres dotent la MONUSCO de moyens d'action qui lui

permettent d'exécuter son mandat et de ressources suffisantes pour y parvenir, comme énoncé dans la résolution 2666 (2022) du Conseil de sécurité. Les membres de la mission du Conseil ont en outre entendu des exposés sur les discussions en cours entre le Gouvernement et l'équipe de pays des Nations Unies visant à ce que le plan de transition conjoint soit revu.

Rencontre avec le Premier Ministre et des membres du Gouvernement

6. Les membres de la mission du Conseil de sécurité se sont également entretenus avec le Premier Ministre, Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge, qui était accompagné du Vice-Premier Ministre et Ministre de l'intérieur, du Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères, de la Vice-Ministre de la défense nationale, du chef d'état-major des forces armées congolaises et du Commissaire général de la Police nationale congolaise ainsi que d'autres membres clés du cabinet du Premier Ministre. Le Premier Ministre a remercié le Conseil de sécurité d'avoir donné suite à la demande des autorités congolaises et levé l'obligation de notification concernant la fourniture de matériel et d'assistance militaires. La délégation du Conseil a informé les personnes présentes que l'objectif de la visite était d'adresser un message de solidarité avec la République démocratique du Congo face à la détérioration de la situation de sécurité dans l'est du pays et de déterminer quels étaient les domaines dans lesquels le soutien du Conseil était nécessaire.

7. Le Premier Ministre a communiqué des informations sur les conditions de sécurité dans l'est du pays et a demandé au Conseil de sécurité d'examiner les éléments permettant d'établir la fourniture par le Rwanda d'un appui au M23, tels qu'ils figurent dans les rapports du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo, et d'imposer des sanctions au Rwanda. Il a demandé que le Conseil de sécurité soutienne les efforts régionaux, que l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région (communément appelé l'accord-cadre d'Addis-Abeba) soit actualisé, compte tenu de la situation de sécurité, et que les recommandations issues du mini-sommet tenu à Luanda le 23 novembre 2022 soient appliquées. Se référant au mémorandum du 10 mars 2023 relatif au nouveau partenariat entre la République démocratique du Congo et les Nations Unies, qui a ensuite été remis à la délégation du Conseil, le Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères, Christophe Lutundula Apala Pen'apala, a noté que ce nouveau partenariat devrait être axé sur les trois priorités de la République démocratique du Congo suivantes : la paix et la sécurité ; la stabilité politique ; le développement économique et social. En ce qui concerne la MONUSCO, les interlocuteurs du Conseil ont expliqué que le Président avait donné pour instruction au Gouvernement de travailler en collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies afin de revoir le plan de transition conjoint, de façon à ce que le rôle de la Mission soit axé en priorité sur les quatre jalons suivants : la sécurité ; la protection des civils ; le Programme de désarmement, de démobilisation, de relèvement communautaire et de stabilisation ; le processus électoral. Ils ont prié instamment le Conseil de faire évoluer le mandat de la Mission, du maintien de la paix vers le rétablissement de la paix, ou de doter la force de la MONUSCO d'une brigade d'intervention efficace.

8. Le Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères a réaffirmé l'attachement du Gouvernement aux processus de Nairobi et de Luanda tout en demandant que l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération soit revu. Il a invité l'Organisation des Nations Unies à mobiliser des ressources afin de faciliter la mise en œuvre du Programme de désarmement, de démobilisation, de relèvement communautaire et de stabilisation. Il a également réaffirmé la volonté des autorités congolaises d'organiser des élections en 2023, dans les délais prévus par la Constitution, mais a attiré l'attention sur le fait que la situation de sécurité qui

perdurait dans l'est du pays pourrait rendre difficile l'organisation d'un processus électoral inclusif. En ce qui concerne la question du rapatriement des réfugiés, le Vice-Premier Ministre a de nouveau demandé que l'ONU facilite, par la mobilisation de ressources, la mise en œuvre de l'accord tripartite de 2010 entre la République démocratique du Congo, le Rwanda et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Au sujet de l'exploitation illicite des ressources naturelles, il a demandé au Conseil de sécurité d'imposer des sanctions aux auteurs et de renforcer les mécanismes de vérification.

Rencontre avec le Président de l'Assemblée nationale et le Premier Vice-Président du Sénat

9. La délégation du Conseil de sécurité a rencontré le Président de l'Assemblée nationale et le Premier Vice-Président du Sénat, accompagnés de membres de leurs bureaux respectifs. Les membres du Conseil ont présenté l'objectif de la visite et ont sollicité l'avis du parlement sur le rôle et l'avenir de la MONUSCO dans le pays, sur l'état d'avancement des initiatives régionales en cours et sur la réforme du secteur de la sécurité. Ils ont également souligné que la MONUSCO était déployée dans le pays pour protéger les civils et contribuer à rétablir la stabilité, et ont ajouté que le personnel des Nations Unies devrait être protégé par le pays hôte.

10. Le Président de l'Assemblée nationale a remercié la délégation pour le soutien que les États Membres de l'Organisation des Nations Unies ne cessaient d'apporter depuis l'indépendance du pays et mentionné les interventions successives des Nations Unies visant à faire face à des troubles politiques, à l'insécurité et aux tentatives de sécession. Évoquant la coopération entre la MONUSCO, les forces armées congolaises et la force régionale de la Communauté d'Afrique de l'Est, le Président de l'Assemblée nationale a remercié les pays fournisseurs de contingents des efforts et sacrifices qu'ils avaient consentis. Il a demandé que cesse tout soutien extérieur à l'« agression » contre la République démocratique du Congo et a invité instamment le Conseil de sécurité à examiner le rapport du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo en ce qui concerne le soutien rwandais apporté au M23. Il a demandé que des sanctions soient prises contre les pays menant des attaques contre la République démocratique du Congo en violation de la Charte des Nations Unies. Il a déclaré que les autorités congolaises étaient disposées à dialoguer, mais a souligné que le M23 devait se retirer de la République démocratique du Congo. Il a également demandé que cesse tout soutien extérieur et que tous les groupes armés étrangers se retirent du territoire congolais.

11. En ce qui concerne l'avenir de la MONUSCO et des Nations Unies dans le pays, le Président de l'Assemblée nationale a noté que la supposée inertie de la MONUSCO dans les zones où des attaques contre des civils avaient été commises avait déclenché les manifestations contre la Mission en juillet 2022. Il a prié le Conseil de sécurité de renforcer le mandat de la MONUSCO et de donner à la Mission les moyens d'action dont elle avait besoin pour s'acquitter de son mandat de protection des civils. En ce qui concerne la coopération entre la MONUSCO et les forces armées congolaises, le Président a reconnu que la Mission apportait un soutien à ces dernières en matière d'évacuation sanitaire et de partage d'informations.

12. Les membres de la mission du Conseil de sécurité ont encouragé les autorités congolaises à continuer de s'employer à mettre en place un processus pacifique, transparent, inclusif et crédible en vue de la tenue des élections présidentielle et législatives prévues en 2023, dans le respect de la Constitution et de la loi électorale, et ont souligné qu'il fallait se garder des incitations à la violence et intensifier les efforts visant à agrandir l'espace démocratique. Le Président de l'Assemblée nationale a indiqué que les élections se tiendraient en 2023 et a demandé à la

communauté internationale de contribuer au rétablissement de la paix dans les provinces de l'est du pays, afin que les élections puissent être inclusives. Il a également informé la délégation du Conseil que des efforts avaient été entrepris afin que les candidats de l'opposition puissent mener leurs activités dans un environnement propice et sûr et a invité les observateurs internationaux à superviser le processus électoral. Il a également remercié la MONUSCO du soutien logistique qu'elle avait apporté à la Commission électorale nationale indépendante en acheminant le matériel électoral.

Rencontre avec des représentants d'organisations de la société civile

13. Les représentants des organisations de la société civile ont souligné que la situation de sécurité qui perdurait dans les provinces de l'est du pays et le manque de crédibilité en ce qui concerne la Commission électorale nationale indépendante et la Cour constitutionnelle constituaient les principaux obstacles à la tenue d'élections inclusives, libres et régulières. Selon les membres des organisations de la société civile, si l'Organisation des Nations Unies était convaincue que des élections étaient nécessaires en République démocratique du Congo et ne doutait pas des aspirations de la population congolaise à voter dans les délais prévus par la Constitution, il était impératif que le Conseil de sécurité mette en place des mesures afin de contribuer au rétablissement de la paix dans le pays, notamment des sanctions et des régimes de notification visant les États soutenant les groupes armés en République démocratique du Congo, et de renforcer la brigade d'intervention de la force de la MONUSCO.

14. Certains représentants des organisations de la société civile ont encouragé la participation de la société civile aux discussions relatives au plan de transition. Les femmes d'influence ont plaidé en faveur d'une véritable participation de la société civile, notamment des groupes de femmes, aux processus politiques et aux processus de paix en cours et ont demandé que les victimes de violences sexuelles soient mieux protégées.

Rencontre avec des membres de l'opposition

15. Les échanges avec certains chefs de l'opposition étaient également axés sur les conditions de sécurité dans les provinces de l'est du pays et sur le processus électoral. Ces figures de l'opposition ont dénoncé le soutien étranger apporté au M23 et ont demandé que des sanctions soient prises contre les États qui soutenaient les groupes armés en République démocratique du Congo. Elles ont demandé également que l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération soit revu et que le mandat de la Mission soit ajusté pour passer du maintien de la paix à l'imposition de la paix. En ce qui concerne le processus électoral, certains chefs de l'opposition ont appelé à une révision consensuelle de la composition de la Commission électorale nationale indépendante et de la Cour constitutionnelle et ont averti qu'il existerait un risque d'instabilité si le processus électoral n'était pas consensuel, transparent, inclusif, crédible et ne se déroulait pas dans les délais prévus par la Constitution.

Rencontre avec le Président de la République

16. Le Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, a reçu la délégation du Conseil de sécurité le 10 mars 2023 au palais présidentiel, à Kinshasa. Les membres du Conseil ont communiqué des informations sur l'objectif de la visite et ont sollicité les vues du Président sur la situation dans l'est de la République démocratique du Congo, sur l'action visant à lutter contre l'exploitation illégale des ressources naturelles, sur l'état d'avancement des préparatifs du processus électoral et sur le rôle de la MONUSCO.

17. Les observations du Président étaient essentiellement axées sur la détérioration des conditions de sécurité dans l'est de la République démocratique du Congo et des relations avec le Rwanda. Le Président a souligné que l'instabilité dans l'est du pays était principalement liée à l'exploitation illégale des ressources naturelles. Il a exhorté le Conseil de sécurité à mettre un terme à l'instabilité et à la violence actuelles. Il a dit déplorer que la communauté internationale garde le silence et n'agisse pas, malgré les plus de 10 millions de morts résultant de la crise.

18. Le Président a noté que les actes d'hostilité de certains groupes de la population à l'endroit de la MONUSCO s'expliquaient en partie par le fait que la communauté internationale n'avait pas agi en vue de résoudre la crise du M23. Il a souligné que, pour rétablir la crédibilité de la MONUSCO, le Conseil de sécurité devrait renforcer la brigade d'intervention afin que celle-ci puisse mener des opérations offensives contre le M23. Il a également insisté sur le fait que la République démocratique du Congo avait besoin d'urgence de stabilité afin d'organiser des élections libres et régulières dans les délais prévus par la Constitution.

B. Rencontres à Goma, dans la province du Nord-Kivu

Rencontre avec le Gouverneur du Nord-Kivu, le Ministre de la défense nationale et des anciens combattants et le Ministre des affaires sociales, des actions humanitaires et de la solidarité nationale

19. Dans l'exposé qu'il a présenté aux membres de la mission du Conseil de sécurité, le Gouverneur du Nord-Kivu a communiqué des informations sur les activités des groupes armés locaux et étrangers, à savoir la Coopérative pour le développement du Congo (CODECO), les Maï-Maï, les Forces démocratiques alliées (ADF) et le M23. Il a salué l'appui apporté par la MONUSCO, mais a regretté que ce soutien soit devenu passif depuis la résurgence du M23 en novembre 2021, ce qui avait suscité la méfiance de la population à l'égard de la MONUSCO. Il a dénoncé les attaques terroristes menées contre les populations civiles par le groupe ADF affilié à l'État islamique d'Iraq et du Levant (Daech) et l'utilisation d'engins explosifs de plus en plus perfectionnés. Il a invité le Conseil à appuyer l'application des décisions prises dans le cadre des processus de Nairobi et de Luanda, à examiner les rapports du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo, à imposer des sanctions au Rwanda, à appuyer la mise en œuvre du Programme de désarmement, de démobilisation, de relèvement communautaire et de stabilisation et à faciliter le retour des groupes armés étrangers, notamment des Forces démocratiques de libération du Rwanda, dans leur pays d'origine. Le Ministre de la défense nationale et des anciens combattants a exhorté le Conseil à exercer la responsabilité qui lui revient en rétablissant la paix et la sécurité en République démocratique du Congo et à donner à ce pays les moyens militaires et économiques de se défendre.

20. Le Gouverneur a également communiqué à la délégation du Conseil de sécurité des informations sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et a invité le Conseil à exiger des États membres de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs qu'ils respectent le Protocole sur la lutte contre l'exploitation illégale des ressources naturelles du 30 novembre 2006 et des organisations internationales jouant un rôle dans la gouvernance des activités minières qu'elles lancent un mécanisme sur la traçabilité des minerais exportés par le Rwanda.

Cérémonie d'hommage aux soldats de la paix tombés au champ d'honneur

21. Lors d'une cérémonie de dépôt de couronne, les membres de la mission du Conseil de sécurité ont rendu hommage aux soldats de la paix qui avaient perdu la vie au service de la paix en République démocratique du Congo.

Rencontre avec des acteurs clés des processus de Nairobi et de Luanda

22. La délégation du Conseil de sécurité a eu des échanges avec les grands acteurs régionaux suivants : le Haut-Représentant du Président de la République démocratique du Congo, Serge Tshibangu ; le commandant de la force régionale de la Communauté d'Afrique de l'Est, le général de division Jeff Nyagah ; le Chef du mécanisme de vérification ad hoc établi dans le cadre du processus de Luanda, le général de corps d'armée João Nassone. Ce dernier a communiqué aux membres de la mission du Conseil des informations sur les activités du mécanisme et les a informés que le M23 ne respectait pas les diverses échéances fixées pour son retrait. Le général de division Nyagah a fait un exposé sur le nouveau dispositif de déploiement de la force régionale et a noté que le contrôle par le M23 des voies d'approvisionnement de Goma pesait lourdement sur le prix des produits de première nécessité, sur l'accès humanitaire et sur la liberté de circulation. Il a souligné que les volets politiques du processus de Nairobi et du processus de Luanda devaient être appuyés en exerçant une pression diplomatique sur le M23 et ses alliés. Tout en demandant qu'un appui financier soit apporté à la force régionale, le général de division Nyagah a également précisé dans quels domaines un appui technique de la MONUSCO était nécessaire. Le professeur Tshibangu a fait un exposé sur les préparatifs de l'organisation de la quatrième série de consultations dans le cadre du processus de Nairobi et a sollicité une assistance financière et technique à l'appui des « mesures transitoires » dans le cadre du Programme de désarmement, de démobilisation, de relèvement communautaire et de stabilisation, en attendant que la Banque mondiale débloque en août 2023 un montant de 250 millions de dollars alloué à son programme visant à améliorer la stabilité et la résilience dans les provinces de l'est du pays touchées par le conflit.

Rencontre avec la force de la Mission

23. Les membres de la mission du Conseil de sécurité ont remercié la MONUSCO de s'employer à exécuter son mandat face à diverses contraintes. Les conversations ont porté sur les difficultés auxquelles la MONUSCO se heurtait dans l'accomplissement des tâches qui lui ont été confiées en matière de protection des civils, sur la coopération avec les forces armées congolaises et la force régionale de la Communauté d'Afrique de l'Est ainsi que sur la manière dont le Conseil pourrait mieux soutenir la Mission.

24. Les échanges avec la force de la MONUSCO ont permis de constater que la Mission avait adapté son dispositif, par une présence physique et des escortes, afin de mieux faire face à la menace posée par les groupes armés tels que l'ADF, la CODECO et les Maï-Maï, qui poursuivaient leurs attaques contre les civils dans l'est de la République démocratique du Congo. La force de la MONUSCO a présenté son dispositif et sa stratégie concernant le M23. Dans ce contexte, les activités de la Mission ont été freinées par la désinformation et les restrictions imposées à la circulation de ses convois. Toutefois, la MONUSCO a souligné qu'elle continuait d'assurer la protection des civils dans les zones contrôlées par le M23.

25. En ce qui concerne la coopération entre la MONUSCO et les forces armées congolaises, la Mission a noté qu'elle continuait de fournir un appui à ces dernières, conformément à la politique de diligence voulue en matière de droits humains en cas d'appui de l'ONU à des forces de sécurité non onusiennes et à la résolution [2666 \(2022\)](#). L'accent a été mis sur la nécessité d'accélérer les réformes du secteur de la sécurité en veillant à la professionnalisation des forces armées congolaises, dotées d'une chaîne de commandement structurée et claire. La MONUSCO a également communiqué aux membres de la mission du Conseil de sécurité des informations sur la coopération de la Mission avec la force régionale de la

Communauté d'Afrique de l'Est, qui passe par une coordination et le partage d'informations. Elle a réitéré ses demandes de création de capacités supplémentaires pour sa force. Les membres de la mission ont indiqué que le Conseil attendait avec intérêt que les options relatives à la reconfiguration de la MONUSCO lui soient présentées par le Secrétaire général.

Rencontre avec des spécialistes des ressources naturelles

26. Lors de leurs échanges avec les membres de la mission du Conseil de sécurité, les spécialistes des ressources naturelles ont fait des exposés sur les initiatives régionales relatives à la gestion transparente et légale des ressources naturelles et ont mis l'accent sur les progrès accomplis depuis l'atelier de haut niveau tenu à Khartoum en 2021. Une présentation a également été faite sur l'initiative concernant les batteries et les véhicules électriques, entre la République démocratique du Congo et la Zambie, soutenue par la Commission économique pour l'Afrique.

27. Les experts ont formulé les recommandations ci-après en vue de renforcer la sécurité dans les zones d'exploitation minière artisanale : apporter un soutien aux États se montrant fermement déterminés à appliquer, au niveau national, les mesures relatives à l'approvisionnement responsable en minerais ; appuyer la mise en œuvre d'initiatives visant à promouvoir le commerce équitable des minerais dans la région des Grands Lacs ; plaider pour que de multiples donateurs apportent un soutien afin de renforcer la capacité du Gouvernement congolais en matière de gouvernance du secteur minier ; apporter un appui technique à la Commission nationale de lutte contre la fraude minière ; promouvoir le recours à des initiatives nationales et rendre opérationnelles les structures multipartites locales ; encourager les pays de destination et les consommateurs de produits miniers à créer des fonds pour soutenir la stabilisation et le développement des pays d'origine ; encourager les États membres de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs à respecter les engagements qu'ils ont pris de mettre en place des chaînes d'approvisionnement responsables et à renforcer la stabilité des zones d'exploitation minière.

Rencontre avec des dirigeantes d'organisations de la société civile

28. Les membres de la mission du Conseil de sécurité ont entendu des exposés de femmes d'influence sur les effets que les cycles récurrents de conflit dans les provinces de l'est du pays avaient sur les femmes et les enfants, de plus en plus victimes de violences sexuelles. Ces femmes ont noté que les activités des groupes armés avaient aggravé la situation humanitaire, en particulier dans le Nord-Kivu, où le M23 était toujours actif. Elles ont exhorté le Conseil à contribuer à rétablir la paix dans les provinces de l'est du pays, à ce que des enquêtes soient menées sur les crimes commis dans l'est du pays, à amener les auteurs de crimes graves à répondre de leurs actes et à imposer des sanctions aux groupes armés et aux pays voisins qui les soutenaient, et ont dit qu'il faudrait organiser des dialogues nationaux entre les pays voisins et les groupes armés étrangers. Elles ont également sollicité l'appui du Conseil pour ce qui est de garantir la participation des femmes et des jeunes aux processus de paix ainsi que la protection et la promotion des droits humains. La délégation a réitéré le soutien du Conseil aux femmes dirigeantes et s'est engagée à continuer d'œuvrer au rétablissement de la paix et de la stabilité dans l'est de la République démocratique du Congo. Les membres du Conseil ont également noté que la MONUSCO se trouvait dans le pays pour soutenir les efforts de stabilisation.

Visite d'un site de personnes déplacées à l'intérieur du pays

29. Les membres de la mission du Conseil de sécurité se sont rendus sur le site de déplacés de Bushagara (situé à 5 kilomètres de la ville de Goma), où sont accueillis

2 900 ménages, et ont été reçus par le Ministre des affaires sociales, des actions humanitaires et de la solidarité nationale. Les représentants des personnes déplacées à l'intérieur du pays ont demandé au Conseil de mettre fin au conflit dans l'est du pays afin qu'elles puissent retourner dans leurs villages. Le Ministre a remercié les Nations Unies et les acteurs humanitaires de l'assistance apportée et a noté qu'une aide humanitaire était nécessaire dans d'autres sites de déplacés. La délégation a pris note de la situation et a pris l'engagement d'œuvrer pour que des mesures d'urgence soient prises afin de fournir une aide humanitaire à la population dans le besoin.

Conférence de presse

30. La visite s'est achevée par une conférence de presse, durant laquelle les deux représentants à la tête de la mission ont communiqué les conclusions que le Conseil de sécurité avait tirées de sa mission.
